

Jan-Henrik Meyer, Le référendum de 1975 sur le maintien du Royaume-Uni dans la CEE

Source: Jan-Henrik Meyer, Humboldt-Universität zu Berlin - Institut für Europäische Geschichte, Mainz (2005).

Copyright: (c) Traduction CVCE.EU by UNI.LU

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL:

http://www.cvce.eu/obj/jan_henrik_meyer_le_referendum_de_1975_sur_le_maintien_du_royaume_uni_dans_la_cee-fr-eb67b6cf-33ef-4f79-9510-b6fab56d2509.html

Date de dernière mise à jour: 05/07/2016



Le référendum de 1975 sur le maintien du Royaume-Uni dans la CEE

par Jan-Henrik MEYER, Université Humboldt de Berlin - *Institut für Europäische Geschichte* à Mayence.

Deux ans et demi environ après leur entrée dans le Marché commun, 40 millions d'électeurs britanniques ont été appelés aux urnes jeudi 5 juin 1975 pour décider si le Royaume-Uni devait demeurer membre des Communautés européennes. La question posée au corps électoral était ainsi formulée: «Le gouvernement a annoncé les résultats de la renégociation des conditions de l'adhésion du Royaume-Uni à la Communauté européenne. Pensez-vous que le Royaume-Uni doit rester dans la Communauté européenne (le Marché commun)?»

Les citoyens britanniques se sont prononcés en faveur du maintien du Royaume-Uni dans la CEE, avec un total de 17 378 581 de voix, contre seulement 8 470 073 d'électeurs s'y opposant. Pour le premier référendum national organisé au Royaume-Uni, le taux de participation a été relativement élevé. À 64,5 %, il n'était que de huit points inférieur à celui des dernières élections législatives d'octobre 1974. L'écrasante majorité des électeurs, favorable au maintien du Royaume-Uni dans l'Europe, et représentant 67,2 % des voix, a porté un coup dur aux eurosceptiques britanniques. Le débat sur le rôle du Royaume-Uni en Europe n'est pas éteint pour autant.

Paradoxalement, au vu de ces résultats, ce sont les eurosceptiques qui furent les plus ardents partisans de ce référendum. Quelques jours seulement après le sommet de La Haye, en décembre 1969, où Georges Pompidou avait fini par accepter la perspective de l'adhésion britannique à la Communauté européenne, une motion fut déposée devant le Parlement demandant la tenue d'un référendum sur l'entrée dans les Communautés européennes. Pour ses tenants, un référendum était indispensable, du fait que les électeurs n'avaient pas la possibilité de s'exprimer sur leurs préférences concernant l'Europe dans le cadre d'élections législatives, d'autant plus que les chefs de file des trois principaux partis soutenaient officiellement l'accession. Comme seulement 55 députés votèrent en faveur de cette motion, cette dernière fut rejetée. Cependant, l'idée d'un vote populaire sur la question de l'adhésion à la Communauté européenne persista, car elle était appuyée par d'importants dirigeants politiques hostiles au Marché commun, tant chez les travaillistes que chez les conservateurs.

Le Parti travailliste, dans l'opposition depuis 1970, critiqua avec la plus grande vigueur la conduite des négociations et les résultats auxquels était parvenu le nouveau gouvernement conservateur du Premier ministre Edward Heath, et promit de renégocier les conditions d'entrée de la Grande-Bretagne lorsqu'il serait à nouveau au pouvoir.

Les travaillistes partageaient initialement l'idée avec les conservateurs selon laquelle le Parlement devrait décider de l'adhésion, plutôt que le peuple directement. C'est seulement en mars 1972 que changea soudainement la position des travaillistes sur la question du référendum. Percevant une occasion d'affaiblir le gouvernement conservateur, les travaillistes se mirent à soutenir les eurosceptiques du camp conservateur, qui demandaient que soit mis en place un référendum consultatif avant toute adhésion.

C'est ainsi que les travaillistes s'engagèrent, lors de la conférence de leur parti en octobre 1972 et dans leur manifeste électoral de 1974, dans la voie de renégociations qui feraient ensuite l'objet d'un référendum.

De retour aux affaires en 1974, le Premier ministre travailliste Harold Wilson demanda à ses partenaires européens quelques concessions. Au sommet de Paris, en décembre 1974, et au sommet de Dublin, au printemps 1975, le gouvernement britannique réussit à obtenir l'introduction de la politique régionale communautaire dont profiteraient les régions britanniques en déclin, l'instauration d'un mécanisme de correction budgétaire et l'accès au marché commun des produits laitiers néo-zélandais à bas prix.

Fort de ces succès, le gouvernement Wilson recommanda aux électeurs de voter en faveur du maintien de l'adhésion selon les conditions renégociées, lors du référendum national prévu pour le 5 juin 1975.

Les deux partis, les conservateurs comme les travaillistes, étant profondément divisés, l'organisation des

deux campagnes qui furent lancées dépassa les clivages politiques. La campagne pro-européenne *Britain in Europe (BIE)* (le Royaume-Uni dans l'Europe) reçut le soutien du Mouvement européen, des milieux d'affaires, de la presse et même de l'Église anglicane. Ses défenseurs se montrèrent généreux: les dons affluèrent, culminant à près de 1,5 million de livres en mai 1975, soit la plus grosse somme jamais réunie pour une campagne électorale. Des deux campagnes menées, ce fut celle qui fut la plus rigoureusement organisée. Elle s'articula autour de quelques grands thèmes: la Grande-Bretagne sortait gagnante au niveau économique, en termes d'emploi, de puissance extérieure, et même en ce qui concernait la sécurité de l'approvisionnement alimentaire. Elle lança des mises en garde contre les conséquences que pourrait avoir un retrait de la Communauté.

Leurs adversaires, à l'origine de la *National Referendum Campaign (NRC)* (Campagne nationale pour le référendum), appartenaient aussi bien à l'aile gauche des travaillistes qu'à l'aile droite des conservateurs, et regroupaient des représentants des partis nationalistes d'Irlande du Nord, d'Écosse et du Pays de Galle. L'organisation fut entravée par ses divisions internes, dues à la grande diversité des opinions qu'elle représentait. De plus, son image souffrait du radicalisme de ses chefs de file, dont beaucoup étaient des politiciens très impopulaires. Sa direction était dépourvue de personnalités éminentes. Qui plus est, les représentants de la NRC ne parvinrent à collecter que 250 000 livres de dons. Ils durent donc compter davantage sur la subvention gouvernementale de 125 000 livres octroyée à chacun des deux camps. Sur le fond, ils mirent l'accent sur le risque de hausse des prix de l'alimentation généré par la politique agricole commune, le risque de perte d'emplois au profit de l'Europe continentale, ainsi que le risque de couper les liens commerciaux établis avec les pays du Commonwealth. Leur autre cheval de bataille était la perte de souveraineté de la Grande-Bretagne.

Dans les dix jours précédant le référendum, trois tracts très complets furent distribués à tous les citoyens, par la poste: celui du BIE intitulé «Pourquoi voter oui», celui du NRC motivant à l'inverse «Pourquoi voter non» et le texte du gouvernement prônant «Une nouvelle donne pour le Royaume-Uni en Europe».

Tout en acceptant les dissensions qui régnaient au sein du Parti travailliste, le Premier ministre Harold Wilson s'efforça de limiter l'opposition en public à son propre gouvernement. Les ministres membres du Cabinet reçurent l'interdiction de débattre de leurs différends devant les électeurs sur une même tribune. Au Parlement, les ministres dissidents furent contraints de s'aligner sur les positions gouvernementales. Comme les orateurs anti-européens les plus éminents de ce parti ne purent s'exprimer, le camp anti-européen en ressortit beaucoup plus affaibli que le camp pro-européen.

Enfin, ce qui pesa peut-être le plus fortement sur le résultat, fut le moment choisi pour la tenue du référendum. Après deux ans et demi au sein de la Communauté européenne, les citoyens ne furent guère convaincus par les mises en garde anti-européennes. En outre, la NRC ne sut pas dissiper le sentiment largement répandu – en particulier dans le climat économique instable du milieu des années soixante-dix – que se retirer de la Communauté européenne était risqué, surtout en l'absence d'alternatives explicites.

Jan-Henrik Meyer

Université Humboldt de Berlin - *Institut für Europäische Geschichte* à Mayence